# Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

**Semaine du 20 au 27 juin 2019**

## Argentine

Stabilisation du peso par rapport au dollar, poursuite de la baisse des taux d'intérêt.

Indicateurs de l'économie réelle en avril : contraction de l'activité économique (-1,3% en g.a.) et des ventes en supermarchés (-12,6% en g.a.) ; mais stabilité de l'emploi formel

Hausse des inégalités de revenu au premier trimestre

YPF : réussite de la première émission argentine de bons sur les marchés internationaux en 15 mois, malgré des revers judiciaires.

Nouvel excédent commercial en mai grâce aux exportations de produits agricoles et de matières premières

## Chili

L'entreprise française GL Events signe un contrat clef en main de 32 MUSD pour l'organisation de la COP25 à Santiago (2 au 13 décembre 2019).

Les travailleurs étrangers de plus en plus nombreux dans le secteur formel

Grève à Codelco sur le site de Chuquicamata depuis 15 jours

## Paraguay

Le Paraguay maintient une politique monétaire prudente.

L'Agence financière de développement débloque 600 Mds de guaranis (97 MUSD) pour financer le secteur productif, notamment agricole.

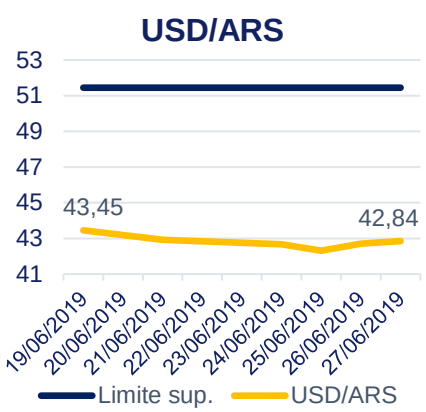
La direction des douanes prépare une réforme, sous l'égide de la Banque mondiale.

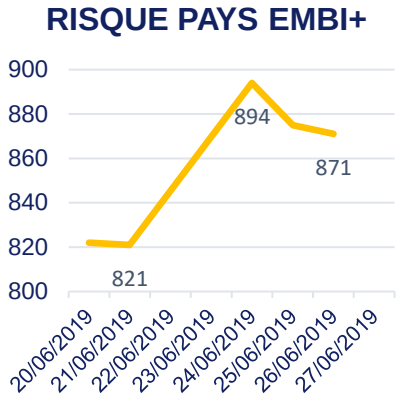
## Uruguay

L'agence de notation Fitch maintient la notation et la perspective de l'Uruguay (BBB- et perspective négative).

Le gouvernement prend des mesures en faveur du secteur laitier.

# Argentine






## Stabilisation du peso par rapport au dollar, poursuite de la baisse des taux d'intérêt.

Le cours ARS/USD a opéré stable cette semaine, fermant à 42,8 pesos pour un dollar le 27 juin. En revanche, la baisse des taux d'intérêt s'est poursuivie, le taux des LELIQ frôlant désormais la limite de 62,5% annoncée par le Comité de Politique monétaire de la Banque centrale de début avril jusqu'à fin juin. Le vice-gouverneur Gustavo Cañonero a réaffirmé cette semaine que la BCRA ne relâcherait sa politique qu'après l'échéance électorale d'octobre.

Le risque pays a quant à lui enregistré un léger rebond en début de semaine avant de redescendre pour fermer à 871 points le 26 juin. Cela pourrait s'expliquer un détournement des investisseurs vers d'autres actifs argentins que les bons souverains.

## Indicateurs de l'économie réelle en avril : contraction de l'activité économique (-1,3% en g.a.) et des ventes en supermarchés (-12,6% en g.a.) ; mais stabilité de l'emploi formel

- L'activité économique s'est réduite de 1,3% en g.a. en avril, ce qui représente une décélération de la récession (succédant à -6,9% en g.a. en mars). La série désaisonnalisée a en effet enregistré une croissance mensuelle de 0,8% par rapport à mars. L'activité économique cumulée sur les 4 premiers mois de l'année s'est donc réduite de 4,6% en g.a..
- La consommation dans les supermarchés a de nouveau fortement diminué en avril, enregistrant une contraction de 6,4% en volume par rapport à mars. Cela correspond à une chute de 12,6% en volume en g.a. (soit une décélération par rapport aux -14,5% en g.a. en mars). Face à cette chute de la consommation, le gouvernement a étendu le 26 juin le programme de paiement en plusieurs tranches (entre 3 et 18) à des taux subventionnés, Ahora 12.
- La caisse des retraites (SIPA) a dévoilé les données de l'emploi formel du mois d'avril : celui-ci a reculé de 1,7% en g.a. (soit une perte de 203 900 postes). Le secteur privé a vu l'emploi se contracter de 1,9%. Cependant, la contraction de l'emploi donne des signes de ralentissement : le nombre total d'emplois a stagné en glissement mensuel par rapport à mars et s'est réduit de 0,1% seulement pour le secteur privé.

## Hausse des inégalités de revenu au premier trimestre

Les indicateurs publiés par l'INDEC affichent une hausse des inégalités entre le T4 2018 et le T1 2019 : les mesures des rapports inter-déciles sont à la hausse (ainsi, la médiane du 10ème décile représente par exemple 17 fois la médiane du 1er décile, contre 16 fois au T1 2018 et 15 fois au T4 2018). L'indice de Gini poursuit également sa hausse: il atteint 0,447 au T1 2019, après 0,434 au T4 2018 (et 0,422 au T2 2018, qui a connu le début de sa trajectoire haussière).

## YPF : réussite de la première émission argentine de bons sur les marchés internationaux en 15 mois, malgré des revers judiciaires.

YPF a émis le 24 juin des bons internationaux : il s'agit de la première émission d'une entreprise argentine sur les marchés mondiaux depuis celle de TGS en avril 2018. L'émission a permis de lever 500 MUSD, pour une durée de 10 ans et à un taux de 8,875% (tandis que le taux d'intérêt sur un hypothétique bon souverain argentin à la même maturité serait estimé à 11% environ d'après l'indice EMBI+).

Le même jour, l'Argentine a connu un revers dans la procédure judiciaire qui l'oppose au fonds procédurier Burford au sujet de la nationalisation d'YPF, notamment car le tribunal de New York a rejeté le recours de l'Argentine en réaffirmant que procès sur la nationalisation d'YPF relevait de la justice des Etats-Unis.

## Nouvel excédent commercial en mai grâce aux exportations de produits agricoles et de matières premières

Les exportations de biens ont représenté 6 Mds USD le mois dernier, pour des importations totalisant 4,6 Mds USD. L'excédent commercial a ainsi atteint 1,4 Md USD en mai, soit un excédent cumulé de 4,5 Mds sur les 5 premiers mois de 2019. Le dynamisme des exportations s'explique notamment par la dépréciation du peso et la récolte record de cette année. Ainsi, les ventes ont ainsi enregistré une hausse de 16,5% en g.a. et de 4% en variation mensuelle. Les exportations de matières premières et de produits agricoles sont en forte hausse sur les cinq premiers mois de l'année (+17,4% en g.a. pour les produits agricoles, +9,5% pour les combustibles et énergie), tandis que les ventes de biens manufacturiers ont chuté (-6,5% en g.a.).
Les importations ont pour leur part chuté de 28% en valeur en g.a. en mai. Les importations de biens de capital ont chuté de 37,4% en g.a. et les ventes de biens de consommation de 22,1%. Les importations ont néanmoins enregistré une hausse mensuelle en valeur entre avril et mai (+470 MUSD, contre +704 MUSD pour les exports).

# Chili

## L'entreprise française GL Events signe un contrat clef en main de 32 MUSD pour l'organisation de la COP25 à Santiago (2 au 13 décembre 2019).

GL Events devra aménager une structure de 85 000 $m^2$ sur un espace urbain de 250 ha dans la commune de Cerrillos (banlieue sud de Santiago), qui accueillera près de 25 000 visiteurs pendant 15 jours. Le démarrage des travaux est prévu en août prochain et plus de 1000 personnes seront embauchées pour la construction et le montage des installations. Acteur majeur de l'organisation de salons et événements dans le monde (dont les COP20 à Lima et COP22 au Maroc, JO de Rio en 2016…), GL Events est présente au Chili depuis 2014. En mai 2017, elle a racheté la société chilienne Tarpulin (fourniture et location de structures modulaires) et, en avril 2018, a acquis 60% de l'opérateur FISA, leader au Chili dans l'organisation de salons et congrès (Espacio Riesgo, Expomin, Edifica, Exponaval, Expohospital,…).

## Les travailleurs étrangers de plus en plus nombreux dans le secteur formel

La surintendance des retraites a publié un rapport sur les travailleurs étrangers cotisant au système de sécurité sociale à fin mars. Ces derniers représentaient 484 918 personnes, soit 20% de plus qu'en septembre 2018. Cette évolution dénote un renforcement du secteur formel. Trois nationalités représentent 70% du total : 29,6% des travailleurs étrangers étaient vénézuéliens, 19,9% péruviens, et 18,3% haïtiens. 58,1% du total étaient des hommes (mais chez les Boliviens et Colombiens, les femmes sont majoritaires, avec 51 et 51,7% respectivement).

## Grève à Codelco sur le site de Chuquicamata depuis 15 jours

En grève depuis le 12 juin, cette mine est la troisième plus importante de Codelco, produisant 320 000 tonnes de cuivre par an. Autrefois la plus grande mine de cuivre du monde (devant l'autre mine chilienne, l'Escondida), le site se trouve aujourd'hui en difficulté, notamment du fait d'une moindre productivité. Les syndicats réclament de réduire les inégalités de rémunération et de sécurité sociale entre travailleurs, indépendamment de leur ancienneté. L'entreprise a d'ores et déjà accepté certaines revendications et proposé une revalorisation salariale (+1,2%) jugée insuffisante par les syndicats à ce stade. Un nouvel accord a été soumis au vote le 27 juin.

# Paraguay

## Le Paraguay maintient une politique monétaire prudente.

Lors de sa réunion de politique monétaire du 21 juin, la Banque centrale paraguayenne a décidé de maintenir son taux directeur à 4,75%. La BCP avait abaissé son taux à deux reprises depuis le début de l'année, en février (de 5,25% à 5%) et en mars (à 4,75%, son niveau le plus bas de ces huit dernières années), dans un contexte de ralentissement économique et d'inflation maitrisée. L'autorité estime que le niveau actuel est neutre au regard de l'évolution de l'économie et des prix.

## L'Agence financière de développement débloque 600 Mds de guaranis (97 MUSD) pour financer le secteur productif, notamment agricole.

Ces fonds, disponibles à la demande des emprunteurs, doivent servir à refinancer d'anciens crédits (de l'AFD ou d'autres organismes) et en octroyer de nouveaux. Ces prêts sont destinés aux producteurs agricoles affectés par les inondations ou sécheresses récentes (les exportations de soja ayant par exemple chuté de 27% en valeur sur janvier-mai par rapport à la même période de l'année 2018). Chaque entreprise pourra demander des montants jusqu'à 500 000 USD (ou l'équivalent en monnaie locale) pour une durée pouvant aller jusqu'à 7 ans. Les taux d'intérêt proposés sont de 6,75% en PYG et 5,25% en USD.

## La direction des douanes prépare une réforme, sous l'égide de la Banque mondiale.

Le Paraguay prépare, avec l'appui de la Banque mondiale, la rédaction du Plan Stratégique Institutionnel 2019-2023 de la direction des douanes du Paraguay. L'objectif de ce projet est de moderniser l'administration des douanes, en la rendant plus efficace, transparente et professionnelle, avec un accent mis sur la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. L'exercice doit aboutir à une refonte totale de l'institution et une révision du cadre législatif qui régit l'activité douanière.

# Uruguay

## L’agence de notation Fitch maintient la notation et la perspective de l’Uruguay (BBB- et perspective négative).

L’Uruguay conserve ainsi le grade « investissement » et la perspective « négative » portant sur sa notation souveraine. Fitch souligne le fait que l’économie uruguayenne se montre relativement résiliente aux difficultés économiques régionales (récession en Argentine et au Brésil notamment) et que les investissements dans les voies de chemin de fer et dans la deuxième usine de cellulose UPM devraient permettre une reprise (l’agence prévoit un ralentissement de la croissance à 0,5% en 2019, mais une reprise à 1,5% en 2020 et 2,5% en 2021).

Cependant, Fitch pointe la « faiblesse » des finances publiques (prévision d’un déficit public de 5,4% du PIB en 2019 contre un objectif de 2,8%, et d’une dette à 64,3% du PIB à la fin de l’année), l’atonie du marché du travail, l’endettement élevé en devises, la vulnérabilité de l’économie aux chocs de taux de change, et l’inflation élevée (7,7% en mai).

## Le gouvernement prend des mesures en faveur du secteur laitier.

Les producteurs laitiers uruguayens se sont déclarés « en état d’urgence » depuis plusieurs jours, notamment en raison de la croissance de leurs coûts de production (en particulier énergétiques). Le gouvernement avait déjà avancé au 1er février une hausse à 27 UYU du tarif réglementé du litre de lait afin de soulager le secteur et annoncé une mesure similaire pour février 2020. Le gouvernement a également annoncé, cette semaine, qu’il maintiendrait jusqu’au 31 décembre la subvention de 15% sur l’énergie électrique pour soutenir le secteur.

**Copyright**
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr).

**Clause de non-responsabilité**
Le Service économique régional s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L’ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova, Florence Gonzalez, Bruno Ménat

Revu par : Bruno Ménat

**Version du 27 juin 2019**